



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.14/8
16 mars 1988

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Neuvième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Niamey (République du Niger)
5 - 12 avril 1988

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt troisième session de la Commission/
quatorzième réunion de la Conférence
des ministres

Niamey (République du Niger)
14 - 18 avril 1988

Point 5 de l'ordre du jour provisoire**

COOPERATION SOUS-REGIONALE EN MATIERE DE PRODUCTION DE CEREALES ET
DE TUBERCULES AVEC UN ACCENT PARTICULIER SUR
LE ROLE DES FEMMES

* E/ECA/TPCW.9/1/Rev.1.

** E/ECA/CM.14/1.

1. The first part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

2. The second part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

3. The third part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

4. The fourth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

5. The fifth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

INTRODUCTION

1. L'ampleur et la persistance de la crise alimentaire en Afrique pendant les deux dernières décennies constituent actuellement une grave préoccupation pour les gouvernements africains ainsi que les communautés internationales. La production alimentaire n'est pas en mesure de marcher de pair avec l'accroissement démographique, et de nombreux pays du continent sont devenus de plus en plus dépendants des importations de denrées alimentaires et tributaires de l'aide internationale.
2. L'agro-exportation africaine subit de façon plus dure que d'autres pays les contrecoups de la crise économique internationale. Entre 1980 et 1985, les prix des exportations agricoles ont chuté de 34 % en dollars courants. Bien que cette baisse soit moins forte que celle des produits céréaliers exportés par les pays occidentaux (45%) pendant la même période, cette différence ne traduit pas une amélioration du pouvoir d'achat des pays africains. Il leur faut utiliser ces recettes pour importer des produits tout aussi importants les uns que les autres (et dont les prix ne sont pas en chute), afin de construire leurs économies et pour rembourser leurs dettes.
3. Sans doute qu'à priori, on ne devrait pas dramatiser outre mesure un tel effondrement des cours d'autant que nous sommes en période de crise. En réalité cependant, la situation est plus grave pour beaucoup de pays africains car les difficultés temporaires inhérentes à la crise risquent fort de devenir une impasse pour des raisons à la fois économiques et politiques.
4. Ainsi l'Afrique au sud du Sahara a de plus en plus du mal à nourrir sa population. La détérioration des termes de leurs échanges internationaux et la profonde récession mondiale ont limité sérieusement les recettes d'exportations de la plupart des pays et ont en conséquence sapé leur capacité d'importation, notamment de denrées alimentaires.
5. Certainement, l'extraversion des économies africaines qui, au demeurant, sont pour la plupart agricoles, et leur quasi-marginalisation progressive dans les échanges économiques internationaux, plaident largement en faveur d'un style de développement autre que celui dans lequel ces pays évoluent, et pour une recherche de l'autosuffisance alimentaire à partir de la production locale.
6. Cette situation de crise alimentaire persistante résulte de l'interaction et de la combinaison de plusieurs facteurs. Certainement des facteurs naturels tels la sécheresse, les invasions acridiennes, les cyclones dévastateurs dans l'océan Indien y contribuent pour une grande part. Mais d'autres causes d'ordre structurel comme l'insuffisance de l'infrastructure, et d'ordre politique expliquent également la détérioration de la situation alimentaire, encore exacerbée par les problèmes des réfugiés, des personnes déplacées et des conflits internes.
7. La crise économique a entraîné une détérioration des conditions sociales et économiques surtout dans les zones rurales qui se sont retrouvées dans l'impasse et dans l'impossibilité de produire suffisamment de denrées alimentaires pour répondre aux besoins de la population.

8. Passant en revue la situation économique de l'Afrique, lors de la préparation du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont reconnu que la solution du développement du continent incombe au premier chef à ses gouvernements et à ses peuples.

9. Dans ce contexte, la priorité absolue est accordée à la coopération et à l'intégration économiques reconnues comme étant la pierre angulaire de la stratégie d'autonomie collective et de développement autocentré pour la mise en oeuvre entre autres du "Programme spécial d'action pour l'amélioration de la situation alimentaire et la réhabilitation de l'agriculture en Afrique".

10. En effet, si les problèmes de la production vivrière relèvent bien évidemment des politiques nationales, il n'en demeure pas moins qu'avec la conjoncture internationale actuelle, la coopération entre les pays du continent représente un instrument indispensable pour les pays pour accéder à leurs objectifs alimentaires.

11. A cet égard, dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, qui fait l'objet de ce rapport, le début des années 80 a vu la création de deux institutions sous-régionales, à savoir la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC) et la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP). Cependant, il faut reconnaître que les progrès réalisés jusqu'à ce jour dans le secteur alimentaire sont quelque peu limités.

12. Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture est particulièrement prometteur pour une coopération régionale ou inter-pays. Cette coopération économique dans le domaine alimentaire demeure pourtant un domaine relativement négligé de la politique de développement des pays.

13. Malgré l'importance de l'agriculture dans le PIB et dans le commerce extérieur, ce secteur reste marginalisé dans les dotations budgétaires (moins de 10% en moyenne). Une bonne partie de ces dotations est en réalité orientée vers l'agro-exportation sous forme de subventions aux pesticides, engrais, etc. et représente sans nul doute un coût pour l'Etat. Les dépenses de l'Etat sont liées à ses recettes qui proviennent essentiellement de la fiscalité. Il est vrai qu'en dehors des sources nationales stricto sensu, la plupart de ces Etats reçoivent des apports extérieurs sous forme de dons, subventions etc.. On comprend donc aisément que l'Etat cherche à "placer" des fonds dans des secteurs qui permettent leur reconstitution, et donc dans le secteur agro-exportateur.

14. L'insuffisance de l'assistance technique au paysan est, en dehors des contraintes matérielles de formation, une conséquence de la logique de rentabilité économique de l'Etat. Les agents d'encadrement, avant d'être des conseillers auprès des producteurs, sont des fonctionnaires. Au point de vue de l'Etat, ces fonctionnaires ne sont productifs véritablement que dans le secteur agro-exportateur et avec de plus performant de ces produits.

15. L'association entre cultures d'exportation et cultures alimentaires aurait pu être enrichissante du point de vue pédologique à condition que les cultures

associées n'appauvrissent pas toutes deux le sol. Malheureusement, cette technique semble avoir longtemps été rejetée par les responsables politiques de beaucoup de ces pays pour le motif qu'elle diminue les rendements des cultures d'exportation.

16. En plus, afin d'atténuer les conséquences des aléas climatiques et commerciaux qui affectent sérieusement leurs revenus et leur situation alimentaire, les paysans sont progressivement passés de la mono-production aux cultures associées ou à l'assolement. Il est à noter que l'accroissement de la productivité sur l'exploitation est dû davantage au gain d'expérience du paysan qu'aux facteurs tels que l'utilisation d'intrants, et le développement des cultures de rente.

17. C'est dans ce contexte que la Commission économique pour l'Afrique a inscrit dans son programme de travail pour le biennium 1988-1989 une série d'études portant sur la coopération sous-régionale dans le domaine de l'agriculture avec l'objectif d'assister les Etats membres à mieux prendre conscience de la nécessité de mettre leurs efforts en commun pour atteindre une autosuffisance alimentaire collective et aussi nationale.

18. Etant donné le rôle maintenant reconnu des femmes dans le développement agricole et plus particulièrement dans la production alimentaire, à la suite de l'établissement de la Décennie des Nations Unies pour les femmes (1975), on ne saurait concevoir le développement de ce secteur sans leur participation active. Ce rôle fondamental des femmes dans le système d'approvisionnement alimentaire a été mis en lumière dans beaucoup de résolutions des Nations Unies et le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 a notamment stipulé qu'il est nécessaire d'en tenir compte dans les stratégies en vue de la solution de la crise alimentaire.

19. A ce propos également, la consultation des gouvernements sur le "rôle des femmes dans la production et la sécurité alimentaires" tenue à Harare (Zimbabwe) en juillet 1984 a vivement recommandé qu'il est essentiel d'accroître les ressources pour le secteur vivrier dont le développement est pratiquement la responsabilité des femmes.

20. Les questions relatives aux femmes ont été largement discutées par l'Assemblée générale lors de sa quarante-deuxième session qui s'est tenue en fin 1987, et les problèmes des femmes rurales ont été retenus comme thème prioritaire parmi ceux sélectionnés par la Commission sur le statut des femmes pour ses cinq prochaines sessions entre 1988 et 1992.

21. La notion de petits propriétaires dont les femmes font partie n'est pas clairement définie dans la région. Les concepts incluent les paysans sans terre qui peuvent avoir accès et ceux qui exploitent des terres communales. Dans le contexte de ce rapport ils seront appelés les paysans de cultures de subsistance dont les caractéristiques sont les suivantes :

a) Surface cultivée réduite;

b) Activité de l'unité dépendant de la force du travail de la famille;

c) Productivité faible;

d) Accès difficile au marché;

e) Les activités de production de l'unité familiale orientées vers et basées sur les besoins de subsistance de cette unité;

f) Accès difficile aux facteurs de production et aux services d'appui.

22. Dans beaucoup de pays africains, les efforts de développement ont négligé ou accordé peu d'attention aux problèmes et aspirations des petits agriculteurs. En Afrique de l'Est et australe, les petits agriculteurs représentent une large majorité de la population rurale et contribuent pour 80 à 90 % de la production alimentaire totale.

23. Le manquement des planificateurs de développement et des preneurs de décisions à considérer le rôle des femmes dans la production agricole et alimentaire a non seulement sapé le statut et le bien-être des femmes et par voie de conséquence de leurs familles, mais aussi explique en partie l'échec constaté des projets et programmes visant à l'augmentation de la productivité de l'agriculture.

24. Ce rapport a été préparé sur la base d'une "revue de littérature" et des informations et données obtenues lors des missions dans quelques pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

25. Les données chiffrées proviennent essentiellement de la FAO et d'autres sources mentionnées dans la bibliographie annexée à ce rapport.

26. Le rapport est composé d'une introduction et de quatre chapitres. Le premier donne un aperçu général sur les conditions économiques et socio-économiques de la sous-région. Le deuxième fait une analyse de la production et de la consommation de denrées de base, à savoir les céréales et les tubercules qui font l'objet primordial de l'étude. Le troisième chapitre traite en détail du rôle des femmes dans le secteur agro-alimentaire. Le dernier chapitre fait une synthèse des programmes et projets de développement du sous-secteur des céréales et des tubercules dans la sous-région. Le rapport se termine par des recommandations à l'intention des pays visant surtout à promouvoir la coopération sous-régionale en matière de sécurité alimentaire pour une autosuffisance.

I. INFORMATIONS GENERALES SUR LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE

27. La sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe couverte par cette étude comprend les 18 pays membres du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) basé à Lusaka. Ces pays sont les suivants : Angola, Botswana, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mauritius, Mozambique, Seychelles, Somalie, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

A. Conditions écologiques

28. Cette sous-région est située entre les latitudes de 30 degrés Sud et 15 degrés Nord et entre les longitudes de 11 degrés et 15 degrés Est. Elle couvre une superficie totale de 787,7 millions d'hectares dont 44,1 millions d'hectares de terres cultivables et 30,7 sous culture. La plus haute altitude atteint les 7 000 mètres.

29. Quatre zones écologiques principales peuvent être définies en prenant en considération la carte orographique et climatique de cette sous-région comme suit :

a) Les hauts plateaux du Nord comprenant l'Ethiopie, l'Ouest du Kenya, le Nord et l'Ouest de la République de Tanzanie et de l'Ouganda, avec une altitude de 1 300 à 2 000 mètres et une précipitation de 700 à 1 000 mm;

b) Les hauts plateaux du Sud comprenant l'Angola, la Zambie, le Zimbabwe, le Sud de la Tanzanie, le Malawi, une partie de Mozambique et Madagascar avec des précipitations qui se situent entre 1 700 et 2 000 mm;

c) Des zones à basses précipitations incluant l'Ethiopie, la Somalie, Djibouti, l'Est du Kenya, le Centre de la Tanzanie, le Sud de la Zambie, le Nord du Zimbabwe, Botswana, Swaziland et Lesotho;

d) Les zones de littoral où les précipitations sont très variables.

30. Une grande partie de la sous-région a des conditions climatiques favorables et un potentiel pour la culture des céréales et des tubercules très élevé. La sous-région est riche en ressources en eau telles que les lacs Victoria, Malawi, Tanganyika, Turkana et Tana et plusieurs fleuves qui ont leurs sources dans la partie centrale de la sous-région et qui coulent vers l'Atlantique et l'Océan Indien offrant ainsi des opportunités d'irrigation.

31. Les contraintes majeures pour la production alimentaire sont l'irrégularité des précipitations dans certaines zones, la haute température et l'humidité qui favorisent le développement des ravageurs et des maladies des cultures dans les zones de la Côte, la fertilité basse des sols qui résulte d'une acidité élevée et d'une capacité de rétention très faible dans certaines zones. Il faudrait ajouter à ces contraintes les cyclones et les inondations saisonnières qui affectent les îles et qui causent des dégâts sérieux à la production alimentaire.

B. Structure démographique

32. La population totale de la sous-région est de 170 115 000 habitants (1987) et le taux annuel de croissance est estimé à 2,98 %. Les activités agricoles emploient de 70 à 90 % de la population totale. Les mouvements migratoires des zones rurales vers les centres urbains et les immigrations entre les pays caractérisent les mouvements démographiques de cette sous-région. En ce qui concerne les migrations des zones rurales vers les zones urbaines, ce mouvement migratoire a commencé très tôt pendant la période coloniale, surtout dans l'Afrique méridionale où la main-d'œuvre était transférée au secteur minier de l'Afrique du Sud. Aussi, pendant cette période, les migrants étaient dans la plupart des cas des jeunes ruraux.

33. La tendance a continué après l'indépendance et tous les pays de la région ont vu un accroissement des centres urbains avec l'influx des jeunes hommes et des jeunes femmes des zones rurales. La population urbaine a presque doublé pendant la période des années 60 aux années 80.

34. En Zambie, un des pays les plus urbanisés de l'Afrique au sud du Sahara, le taux d'urbanisation a augmenté de 23 à 40 % pendant la même période.

35. La migration internationale concerne surtout la partie méridionale de la sous-région où les mouvements des jeunes gens du Botswana, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique et du Swaziland vers le complexe miner et industriel de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe et de la Zambie sont très importants. Dans la partie orientale de la sous-région, la migration internationale à travers les frontières du Kenya, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie, à la recherche d'emploi dans les plantations commerciales du Centre de l'Afrique, a été aussi très importante. L'urbanisation rapide et la migration internationale et spécialement de la force du travail physiquement plus apte ont contribué beaucoup au changement des structures sociales de la sous-région et ont eu un impact sur le secteur alimentaire.

C. Conditions socio-économiques

36. Comme dans d'autres sous-régions de l'Afrique, la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a subi un ralentissement du développement économique pendant la période de 1980-1987, bien que ce ralentissement a varié beaucoup d'un pays à l'autre. Bien que la sous-région soit une des plus pauvres de l'Afrique avec un PNB per capita de 250 dollars en 1985, les conditions dans quelques pays de la sous-région sont plus favorables. L'indice était de 110 dollars pour l'Ethiopie, 580 dollars pour le Zimbabwe, 750 dollars pour le Swaziland, 1 020 dollars et 2 100 dollars pour Maurice et Seychelles respectivement. On observe aussi des différences dans la structure du PNB entre ces pays. Au Botswana, au Swaziland et au Zimbabwe, l'industrie minière représente près de 30 % du PNB tandis que dans les autres pays le secteur agricole contribue pour plus de 80 % du PNB. Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture peut pourtant être considéré comme la base de l'économie de la sous-région.

37. La trop forte croissance démographique (3-4%) par rapport à une très faible croissance de l'agriculture, notamment vivrière, la persistance de la sécheresse et ses effets catastrophiques sur l'agriculture et l'extension de l'agro-exportation par rapport aux cultures vivrières, sont souvent cités comme facteurs contribuant au déficit alimentaire.

38. Il est incontestable que l'effet cumulatif de ces facteurs a eu un impact négatif sur la situation alimentaire de certains pays de la région; le lien de causalité mérite cependant d'être mieux établi en tenant compte du facteur politique. En effet, les politiques nationales de développement ont été souvent biaisées en faveur des cultures de rente; peu d'efforts ont été déployés en vue d'équilibrer le croissance démographique et les besoins alimentaires, et pour contrôler les facteurs aléatoires tels que sécheresse et désertification. Pour renverser la tendance actuelle, il y a un besoin urgent d'adopter de nouvelles approches de développement.

39. La faiblesse des rendements à l'hectare dans la sous-région ne dépend pas que de l'insuffisance des investissements; il faut tenir compte également des choix de production. L'association des cultures d'exportation et alimentaires ou de plusieurs cultures alimentaires atténue du point de vue rendement les avantages de la spécialisation. Mais c'est vraisemblablement parce que la spécialisation comporte de sérieux risques que les producteurs choisissent la méthode qui leur permettrait d'amortir les fluctuations de prix. Il s'agit là d'une forme de couverture contre les aléas climatiques et commerciaux.

D. Systèmes d'exploitation

40. Deux systèmes agricoles sont communs dans tous les pays de la sous-région : les systèmes traditionnels communaux de l'agriculture itinérante pratiquée par les paysans et le système stable pratiqué par les grands propriétaires privés, les fermes d'Etat et les coopératives. Le système communal traditionnel et le paysannat occupent à peu près 70 % du total de la surface cultivée.

41. Dans les pays qui ont subi l'expérience de l'installation des paysans pendant la période coloniale, la redistribution des terres qui a eu lieu après l'indépendance a donné lieu à une catégorie de "fermiers émergents". Ces derniers sont ainsi appelés en raison de la taille de leur exploitation (environ 20 hectares) de l'importance de leur production et de leur accès à certains types de facteurs de production.

42. Les coopératives et les fermes d'Etat se sont développées principalement dans les économies de planification centralisée [telle qu'en Angola, en Ethiopie, au Mozambique, en République-Unie de Tanzanie (système d'Ujamaa)]. Dans le secteur du petit propriétaire, la terre appartenait à l'unité familiale mais excédait rarement 2 hectares et était généralement divisée en parcelles d'environ 2 hectares, leur nombre variant selon la capacité et la force de travail de l'unité familiale.

II. CEREALES ET TUBERCULES: PRODUCTION ET CONSOMMATION

A. Place des céréales et tubercules dans le système de production et de consommation

43. Les céréales et tubercules constituent les principales sources de calories dans l'alimentation des populations de la sous-région, mais les différentes zones écologiques à l'intérieur de la sous-région et les habitudes alimentaires déterminent et reflètent les principales productions de produits alimentaires de base. On peut ainsi grossièrement définir trois formes de base d'alimentation des populations : une nourriture de base constituée de céréales - maïs, sorgho, mil, riz (Botswana, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Somalie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe); une alimentation mixte céréales et racines et tubercules (Tanzanie, Angola) et enfin une alimentation de base constituée de féculents - manioc, banane plantain, patate douce (Ouganda, Mozambique).

44. Les céréales occupaient en 1985 62,4 % de la superficie totale cultivée dans la sous-région et les racines et tubercules 12 %.

45. Principale culture céréalière la plus pratiquée dans la sous-région, le maïs occupe environ 29 % de la superficie totale cultivée et 50 % de la superficie sous céréales. Mais ces chiffres varient considérablement parmi les pays de la sous-région : 78 % des terres cultivées au Malawi, 73 % et 63 % des superficies sous céréales respectivement au Zimbabwe et en Tanzanie. Le maïs est principalement utilisé pour l'alimentation humaine (plus de 95 % de la production totale) sauf à Maurice où 91 % des disponibilités en maïs servent pour la fabrication d'aliments pour animaux et au Zimbabwe et en Angola où le pourcentage réservé pour l'alimentation animale est respectivement de 13 et 11 %.

46. Le mil et le sorgho, cultures beaucoup plus résistantes à la sécheresse, sont parfaitement adaptées aux conditions d'extrême sécheresse et à une agriculture non irriguée. Mais pour diverses raisons, le mil et le sorgho tendent maintenant de plus en plus à être supplantés par le maïs, notamment par manque de débouchés et aussi parce que dans beaucoup de pays la politique officielle a plutôt encouragé la culture de maïs. Toutefois, le mil et le sorgho contribuent pour une part non négligeable dans l'alimentation de quelques populations de la sous-région, notamment au Botswana, au Lesotho et en Somalie où le sorgho à lui seul couvre 57 % de la superficie cultivée. Il arrive très souvent également qu'à l'intérieur d'un même pays, les structures de la consommation alimentaire diffèrent plus ou moins sensiblement d'une région à l'autre. C'est ainsi par exemple, qu'en Zambie, l'alimentation de base des populations rurales dans les provinces du Sud, de l'Est, du Centre et de Lusaka est le maïs (80 % de la consommation en denrée de base) tandis que dans les provinces de Luapula et du Nord-Ouest, le manioc constitue la nourriture principale des populations, et le sorgho et le mil contribuent pour une large part à l'alimentation humaine dans les provinces du Nord-Ouest.

47. La culture du riz n'est pas très répandue dans la sous-région. Elle est pratiquement limitée à quelques pays, à savoir Madagascar, Tanzanie, Mozambique, Kenya et Malawi. Dans certains pays, notamment les pays insulaires de l'océan Indien, le riz joue un rôle très important dans l'alimentation des populations. A Madagascar, la culture du riz occupe presque 50 % de la superficie cultivée et intervient pour environ 54,9 % de l'apport énergétique journalier. Le taux de consommation de riz par habitant à Madagascar est des plus élevés dans le monde (140 kg par habitant par an).

48. Quoique limitée à certaines régions, la culture du blé tend de plus en plus à se développer dans la sous-région. Elle ne représente que 4,7 % des superficies totales sous céréales dans la sous-région. Les principaux pays producteurs sont l'Ethiopie (où le blé est une culture traditionnelle), le Kenya, et le Zimbabwe. Toutefois même dans les pays non producteurs, la consommation de blé et de produits dérivés de blé prend de plus en plus d'importance dans l'alimentation des populations urbaines, résultant en grande partie de l'influence des pays occidentaux à travers l'aide alimentaire. Cette évolution des structures de la consommation alimentaire dans les villes s'explique également par le fait d'une part que les produits dérivés de blé sont plus facilement transformables en aliments commerciaux de plus en plus appréciés par les consommateurs et d'autre part, parce que, par nécessité économique, les femmes urbaines travaillent maintenant de plus en plus en dehors de leur foyer et n'ont plus le temps nécessaire de préparer des repas à base de céréales traditionnelles.

Tableau 1 : Principales denrées alimentaires des pays de l'Afrique orientale

Pays	Cultures : consommation journalière moyenne par habitant en kilocalories
Burundi	Légumineuses (596), sorgho (315), patate douce (275), maïs (269), manioc (168), arachides (148), bananes (142), taro (55), blé (48)
Ethiopie	Maïs (359), sorgho (336), teff (309), légumineuses (219), blé (219), orge (186), ensete (49), mil (43)
Kenya	Blé (934), orge (142), légumineuses (102), patate douce (49), pomme de terre (47), manioc (46), sorgho (19), mil (11)
Malawi	Maïs (1 424), légumineuses (183), arachides (120), sorgho (70), riz (37), manioc (34), blé (24), pomme de terre (22)
Mozambique	Manioc (717), maïs (277), sorgho (114), riz (93), blé (80), légumineuses (42)
Rwanda	Patate douce (429), légumineuses (375), plantain (310), manioc (294), maïs (123), sorgho (74), pomme de terre (72)
Tanzanie	Maïs (569), manioc (569), riz (149), sorgho (120), légumineuses (110), mil (64), patate douce (64), blé (48)
Ouganda	Manioc (493), plantain (356), patate douce (229), mil (213), maïs (186), légumineuses (164), sorgho (132)
Zambie	Maïs (1 179), blé (170), manioc (95)
Zimbabwe	Maïs (790), blé (151), mil (74), sorgho (51), légumineuses (50), manioc (24)

Source : FAO, Food and Nutrition, vol.12, no.1, 1986.

49. L'importance socio-économique des plantes à tubercules et à racines est mise en évidence par les faits suivants : plus de 50 % de la production mondiale de plantes à tubercules et à racines proviennent de l'Afrique et environ 90 % de cette production est utilisée essentiellement pour l'alimentation humaine. En 1980, la production mondiale était de $2,3 \times 10^8$ tonnes, celle de l'Afrique représentant 80 %; la production de manioc de $1,1 \times 10^8$ tonnes dont 42 % provenant de l'Afrique et la production mondiale de macabo et taro de $4,3 \times 10^6$ tonnes dont celle de l'Afrique représentait 80 %. Quant à la production de patate douce, l'Afrique vient en deuxième position après l'Asie.

50. Cette importance socio-économique des plantes à tubercules et à racines en Afrique est renforcée par le fait que leur production et leur préparation sont principalement du ressort des femmes qui les cultivent principalement

pour l'auto-consommation et généralement sans apport d'intrants. Importantes sources de hydrates de carbone en Afrique, ces plantes contribuent jusqu'à 40 % de l'apport calorique journalier dans de nombreux pays de la région surtout en Afrique de l'Ouest et du Centre. Mais leur importance dans l'alimentation dans la sous-région de l'Afrique orientale et australe est relativement moindre par rapport aux autres sous-régions du continent africain.

51. Basée sur les données fournies par la FAO, la consommation de racines et tubercules dans la sous-région est d'environ 110 kg par personne et par an (1983-1985), alors qu'elle est de 250 à 400 kg dans les pays des Grands Lacs, de 150 à 200 kg en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale. Même au niveau de la sous-région, des grandes variations existent entre les pays quant à la consommation de racines et tubercules. Par exemple, au Botswana, à Djibouti, au Lesotho, en Somalie, au Swaziland et au Zimbabwe, la consommation de plantes à tubercules et à racines est presque nulle, (moins de 10 kg par an et par habitant), et atteint à peine 30 à 35 kg en Ethiopie et au Malawi. Par contre au Mozambique, en Tanzanie et en Angola, la consommation moyenne de racines et tubercules atteint des niveaux records (entre 250 et 300 kg par an et par habitant) et en Ouganda et à Madagascar elle est respectivement de 206 et 164 kg par an et par habitant.

52. Le manioc est de loin la plante-racine la plus importante en Afrique. Dans la sous-région de l'Afrique orientale et australe, il occupe 60 % des superficies totales sous racines et tubercules et contribue pour 72 % de la production. Vient ensuite la patate douce (19,5 % de la production) et la pomme de terre, le taro et l'igname qui n'occupent qu'une place relativement faible.

53. Le manioc a probablement le rôle le plus important parmi les plantes à racines et tubercules de par son abondance et aussi parce qu'il permet de mettre en lumière la situation complexe des femmes. Le manioc est surtout cultivé et consommé en République Unie de Tanzanie, en Ouganda, au Mozambique, à Madagascar et en Angola. Ces cinq pays contribuent pour 94 % de la production totale de manioc dans la sous-région. C'est une plante essentiellement tropicale et de par son abondance et la facilité de sa culture, il a acquis une place primordiale sur le marché européen de l'alimentation animale. Une très grande partie de la récolte est consommée sur les lieux de production (cas notamment de Madagascar) bien que dans certains pays ouest africains, le manioc est traditionnellement transformé en produits secs (gari, tapioca) dont la conservation ne pose pas de problème majeur.

54. En Afrique, la production de pomme de terre, qui est en véritable aliment de base dans les zones tempérées, est limitée à quelques régions. Son importance est relativement moindre dans la sous-région mais tend de plus en plus à se développer. Sa production est presque exclusivement réservée à l'alimentation humaine et consommée à l'état naturel. Au Kenya où la consommation est évaluée à 26 kg par an et par habitant, la pomme de terre est en train de devenir à la fois un aliment de subsistance et un aliment de vente à prix élevé sur les marchés de luxe. Quant à Maurice, avec un taux moyen de consommation de 20 kg par an et par habitant, elle est maintenant presque autosuffisante en pomme de terre.

B. Performance recente et actuelle

55. Pour l'ensemble de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe, la production totale de céréales est passé de 23 131 000 tonnes en 1985 à 23 769 000 tonnes en 1986.

Au cours de la période 1977-1986, la production céréalière de la sous-région s'est accrue à un taux moyen de 1,2 % par an à un taux de croissance de la population de 2,9 %. Pour la même période la production de céréales par habitant a évolué à un taux annuel moyen de -1,5 %. En effet la quantité de céréales produite par habitant est passée de 160 à 137,7 kg par an de 1977 à 1986. Les sévères sécheresses qui ont frappé le continent entre 1980 et 1984 ont entraîné des chutes considérables dans la production de céréales de nombreux pays de la sous-région causant des cas de famine notamment au Mozambique et en Ethiopie.

56. Certains pays de la région, malgré les effets supposés et réels de la sécheresse sur leur production agricole, ont enregistré des taux de croissance de leur agro-exportation très élevés même au moment le plus fort de la sécheresse (1973).

Croissance de la production agricole entre 1969-1971 et 1977-1979 (pourcentage annuel moyen)

Pays	Cultures vivrières	Cultures non vivrières
Kenya	2,9	7,5
Malawi	3,1	8,6
Swaziland	3,7	14,6

Source : Banque mondiale, Le Développement accéléré en Afrique au sud du Sahara, 1981.

57. Toutefois, après les vagues de sécheresse de 1982-1984, la situation céréalière de la sous-région, comme dans d'autres sous-régions de l'Afrique, s'est considérablement améliorée et des récoltes records et résultats exceptionnels ont été observés. En 1985, selon le rapport sur l'alimentation mondiale 1986 de la FAO, 12 pays africains dont le Kenya, le Malawi et le Zimbabwe ont produit quelque 3,4 tonnes d'excédents de céréales. Par contre, l'Angola, le Botswana, l'Ethiopie et le Mozambique devraient encore avoir besoin d'une aide alimentaire exceptionnelle et dans au moins deux de ces pays, les pénuries étaient dues davantage aux difficultés non économiques et non à la sécheresse.

58. En 1986, selon les données de la FAO, la production agricole, (y compris les pêches et l'agriculture) a augmenté de 3 % par rapport à 1985 dans les pays africains en développement, alors que le taux moyen cumulé de croissance était de 2,31 % au cours de la période 1980-1986.

59. Pour l'ensemble de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe, la production totale de céréales est passée de 23 131 000 tonnes en 1985 à 23 769 000 tonnes en 1986. Dans cette sous-région des récoltes supérieures à la moyenne ont été obtenues au Kenya, au Malawi, en Somalie, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe. Pour la campagne 1985/1986, le Zimbabwe, le Malawi et le Kenya ont eu des disponibilités exportables (plus de 1 million de tonnes au Zimbabwe).

60. Cette performance satisfaisante en matière de céréales est due en grande partie aux conditions climatiques favorables mais aussi à une expansion des superficies cultivées et à un léger accroissement de rendement résultant des mesures d'incitation à l'égard des producteurs. C'est le cas notamment de la Somalie où un programme de réforme impliquant, entre autres, une libéralisation du commerce a entraîné une augmentation de la production de maïs qui est passée de 235 000 tonnes en 1983 à 380 000 tonnes en 1985.

61. Au Zimbabwe, qui est pratiquement le seul pays parmi les pays avoisinants (à l'exception de l'Afrique du Sud) à avoir été excédentaire en maïs pendant plusieurs années, l'emploi généralisé d'engrais (en particulier les engrais azotés), d'herbicides et des variétés hybrides à haute performance est parmi les facteurs contribuant à l'augmentation des rendements. A ce propos 60 % de la consommation d'engrais dans ce pays est utilisée pour le maïs.

62. En Zambie également, l'augmentation dans la production de maïs est attribuée à une révision continue des prix aux producteurs ainsi qu'à une large utilisation d'engrais par les fermiers. Au Mozambique, les résultats exceptionnels en riz pour la campagne agricole de 1983/1984, malgré les calamités naturelles, sont dus à des stimulations matérielles dont bénéficiaient les travailleurs responsables de ce secteur.

63. Il semble donc que les différences de performances observées entre les pays faisant face aux mêmes catastrophes naturelles et soumis aux mêmes contraintes économiques externes, s'expliquent en partie par les choix institutionnels et les stratégies et politiques agricoles appliqués dans les pays.

64. Dans une première analyse de la situation alimentaire pour 1986/1987, la FAO estime que les disponibilités alimentaires sont favorables dans la plupart des pays d'Afrique et que les importations céréalières totales et les besoins d'aide alimentaire dans 45 pays en développement d'Afrique au sud du Sahara diminueront. Cependant environ 25 % (800 000 tonnes) de ces importations alimentaires seront nécessaires pour les besoins alimentaires d'urgence de l'Angola, du Botswana, de l'Ethiopie, du Lesotho et du Mozambique.

65. Comparativement aux céréales, les plantes à tubercules et à racines n'ont pas reçu l'attention nécessaire qu'elles méritent et la priorité dans les études et activités de recherche et de développement. En outre, les pénuries en tubercules et en racines ne sont habituellement pas observées du fait en partie que ces plantes sont presque toujours disponibles toute l'année et que leur commercialisation est souvent limitée dans les économies de subsistance.

66. Sur la base des données de la FAO, la production totale de racines et tubercules dans la sous-région était de 26 834 000 tonnes en 1986 (dont environ 72 % de manioc) avec une croissance de 3,4 % pour la période 1982-1986. La Tanzanie (5 500 000 tonnes), l'Ouganda (5 000 000 tonnes), le Mozambique (3 300 000 tonnes), Madagascar (2 421 000 tonnes) et l'Angola (1 950 000 tonnes) constituent pour environ 84 % de la production totale de manioc dans la sous-région. Par contre la production de racines et tubercules par habitant (estimée à 155,5 kg par an en 1986) n'a augmenté que de 0,8 % entre 1982-1986.

C. Déficit céréalier et autosuffisance

Tableau 2 : Bilan céréalier dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (en millier de tonnes)

Année	Production	Total	Importations	Exportations
			dont aide alimentaire	
1980	20 336 000	3 364 001	867 700	108 551
1981	21 355 000	2 755 665	1 443 000	264 174
1982	22 209 000	3 040 069	1 375 600	393 006
1983	20 033 000	2 722 640	1 414 300	741 742
1984	17 911 000	3 710 101	1 343 100	353 453
1985	23 131 000	3 487 477	2 545 800	329 202

Source : FAO

67. Beaucoup de pays de la sous-région dépendent encore des importations ou de l'aide extérieure pour satisfaire la demande locale.

68. Les importations nettes de céréales de la sous-région ont augmenté rapidement durant les années 70 à un rythme de 23 % par an pour la période 1976-1980. Puis cette croissance s'est ralentie et n'était plus que de 4,8 % pour la période 1980-1985. En termes réels, les importations de céréales de la sous-région sont passées de 1 446 000 tonnes en 1977 à une pointe de 3 710 101 tonnes en 1984 avant de retomber légèrement à 3 487 477 tonnes en 1985. Elles représentent en moyenne pour la période 1977-1986 65,5 % des importations totales de produits agricoles dont : 49,4 % de blé, 22,1 % de riz, 25,5 % de maïs. Environ 56 % de ces importations sont attribuées à cinq pays : Ethiopie, Mozambique, Angola, Somalie et République-Unie de Tanzanie.

Tableau 3: Taux d'autosuffisance en céréales dans les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (en pourcentage)

Pays	Taux d'autosuffisance %		1970-1985 Croissance en % par an	
	1969-1971	1983-1985	Demande totale	Production
Angola	111	46	2,7	-4,0
Botswana	45	7	3,3	-9,1
Ethiopie	99	81	2,9	1,9
Kenya	122	69	3,1	-1,3
Lesotho	77	37	3,1	-1,8
Madagascar	99	87	1,8	0,8
Malawi	96	94	2,1	1,7
Maurice	1	2	2,9	4,5
Mozambique	88	56	2,2	-1,5
Somalie	82	59	2,0	5,7
Swaziland	75	46	3,5	-1,9
Tanzanie	94	89	7,3	7,1
Ouganda	112	84	0,2	-2,1
Zambie	86	69	2,0	-1,0
Zimbabwe	121	93	1,9	0,4

Source : FAO, Agriculture : Toward 2000, 1987.

69. En volume total, l'aide alimentaire à la sous-région a évolué à un rythme moyen annuel de 17,4 % pour la période 1975/1976 - 1979/1980 et de 12 % entre 1980/1981 et 1984/1985; 2 545 800 tonnes de céréales, dont 59,6 % de blé, 31 % de céréales secondaires et 9,4 % de riz, ont été accordées à la sous-région à titre d'aide alimentaire, représentant 33,4 % du total de l'aide alimentaire en faveur de l'Afrique en développement. Cette aide a été nécessaire en partie pour répondre à des situations d'urgence.

70. Il ressort du tableau 3 que le taux d'autosuffisance en céréales des pays de la sous-région a considérablement détérioré en 1983-1985, par rapport à ce qu'il était en 1969-1971. Un bon nombre de pays largement autosuffisants ou presque en céréales en 1969-1971 sont devenus fortement dépendants des marchés extérieurs pour faire face à une situation de déficit quasi permanent.

71. Dans l'ensemble de la sous-région, l'augmentation de la production n'a pu suivre l'évolution de la demande qui s'est accrue d'une façon alarmante (surtout pour le blé). Selon les estimations de la FAO, à la fin du siècle, la production de blé de la sous-région ne couvrira que 40 % de la demande, et celle du maïs et du riz, respectivement 90 % et 31 % de la demande. Au Malawi, la demande actuelle en blé est estimée de 25 000 à 35 000 tonnes par an alors que la production n'est que de 2 500 tonnes et en Zambie, la production actuelle ne couvre que 10 % de la demande. C'est surtout pour le blé que la disparité entre la production et la demande est la plus

considérable. A la fin du siècle, la production ne couvrira que 40 % de la demande. Une des solutions pour renverser la tendance serait un changement des habitudes alimentaires au profit des céréales locales. Il faut pourtant reconnaître que c'est une entreprise très délicate à entreprendre et qui, même si elle réussit, ne pourrait avoir un impact significatif sur l'économie qu'à long terme. Cependant, il convient de s'y atteler et maintenant, sinon il sera trop tard. L'Etat providence disparaît et malgré les gestes humanitaires très appréciés de l'extérieur, le concept de "repas gratuit" crée la dépendance et l'aliénation des peuples. Pour le maïs et le riz, le taux d'autosuffisance au niveau de la sous-région serait respectivement de 0,90 % et de 0,81 % (en 2000).

Tableau 4: Production et demande en céréales, racines et tubercules, dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MULPOC de Lusaka) (en millier de tonnes)

Produit		1979-1981	1983-1985	2000
Blé	Production	1158	1164	2159,6
	Demande	2336	2919	5371,9
Riz	Production	2677	2799	5436,7
	Demande	3419	3847	6743,8
Maïs	Production	10116	10660	20735,2
	Demande	11436	12904	23014,1
Sorgho	Production	3053	2756	6012,4
	Demande	2913	3201	6125,7
Mil	Production	1370	1085	2647,6
	Demande	1385	1278	2650,4
Total céréales	Production	19918	19561	39290,2
	Demande	22913	25266	45989,4
Manioc	Production	15455	17096	29301,5
	Demande	15384	17064	29425,3
Pomme de terre	Production	1628	1949	3393,9
	Demande	1673	2009	3410
Patate douce	Production	3115	3611	6077,1
	Demande	3115	3611	6076,6
Autres racines et tubercules	Production	996	1005	1215,1
	Demande	999	1009	1209

Source : FAO, Computer print-out.

D. Contraintes à la production

72. Les médiocres performances du sous-secteur des céréales et tubercules dans la sous-région résultent de la combinaison et de l'interaction d'un certain nombre de facteurs. Aux facteurs naturels tels la sécheresse et autres problèmes écologiques bien connus s'ajoutent d'autres problèmes comme l'insuffisance de l'infrastructure, l'érosion et la pauvreté des sols constituant de graves handicaps au développement de l'agriculture de la sous-région. Les contraintes à la production comprennent également des facteurs techniques, institutionnels, économiques et politiques et dans certains pays, des conflits internes entraînant une désorganisation de l'économie, ainsi qu'une croissance démographique galopante aggravent encore plus la situation.

73. A Madagascar, la contrainte hydrologique est certainement la plus sérieuse pour la culture du riz et qui est aussi celle qui présente les traits les plus spécifiques (phénomène des cyclones, importance des pluies instantanées et violence des crues, hétérogénéité des régimes des fleuves et rivières). En Somalie, le taux élevé (3 %) de la croissance démographique restera une des majeures contraintes au développement à long terme. L'absence des structures adéquates de commercialisation, l'insuffisance du réseau routier et des moyens de transport rendant souvent difficile l'écoulement des récoltes ne sont pas pour encourager les producteurs (Ethiopie, Madagascar).

74. Les maladies, les insectes ravageurs provoquent également des pertes considérables de récoltes, en particulier pour les racines et tubercules. C'est ainsi qu'à Maurice, les infestations sévères au champ du Thrips palmi, insecte polyphage originaire d'Indonésie, ont entraîné une baisse considérable du rendement de la pomme de terre (8,6 tonnes par hectare en 1986 contre 11,4 tonnes en 1985). Egalement au Malawi, une invasion de cochenilles a provoqué de sérieux dégâts dans la région productrice de manioc.

75. Les pertes après récolte résultant des différentes opérations allant de la récolte au stockage des produits peuvent être très importantes et réduisent substantiellement les disponibilités alimentaires. A Madagascar les pertes de riz après récolte peuvent aller de 15 à 21 % de la production au cours des différentes opérations allant de la coupe au premier stockage.

76. Au niveau des petits agriculteurs qui assurent la plus grande partie de la production, l'accès difficile aux intrants de bonne qualité (semence, engrais) et à d'autres facteurs de production (terre notamment), la non-disponibilité de biens de consommation, le manque de mesures incitatives contribuent également aux médiocres performances du secteur agricole.

77. Au Zimbabwe, par exemple, l'appropriation des meilleures terres agricoles par un petit nombre de grands établissements a relégué la plupart des petits agriculteurs de subsistance à des petites exploitations sur des terres pauvres avec le faible espoir d'être suffisamment rémunérés pour leur travail. Au Botswana où le labour est fait essentiellement par la traction animale, la possession de boeufs de trait est capitale pour les petits agriculteurs. C'est ainsi que le manque général de moyens de traction animale ainsi que la pratique du labour après les sécheresses d'hiver au moment où les boeufs sont affaiblis sont parmi les causes de faibles rendements du sorgho (pas plus de 200 kg à l'hectare).

78. Les politiques de prix (prix subventionnés des denrées importées, prix aux producteurs presque stagnants depuis plusieurs années) sont également des facteurs qui ne sont pas pour encourager la production. C'est le cas notamment de Maurice où le riz importé coûte deux fois moins cher que celui produit localement.

79. Certains pays, notamment le Lesotho, le Kenya, Maurice, la Somalie, manquent de terres arables mais d'autres comme l'Angola, Madagascar, la Zambie, disposent encore d'un potentiel non exploité assez important.

III. ROLE DES FEMMES DANS LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

A. Contribution des femmes à la force de travail agricole

80. Le rôle fondamental que jouent les femmes dans presque toutes les phases de la production alimentaire, de la transformation et de la commercialisation a été mis en évidence il y a plus de 50 ans dans les études anthropologiques et sociologiques au niveau des villages et des groupes ethniques. En Afrique, la majorité des femmes rurales vivent et travaillent dans le secteur paysannal de subsistance, généralement comme agriculteurs indépendants.

81. Toutefois, bien que ce rôle de la femme soit maintenant largement reconnu, les statistiques officielles ne mettent pas en évidence la nature exacte et l'importance de leur contribution à la force de travail dans l'agriculture. De plus, la notion même de "rôles", telle qu'elle est appliquée aux femmes rurales, est assez mal définie et rend encore plus complexe la situation des femmes. Dans la plupart des pays africains, les femmes sont considérées comme premiers responsables pour nourrir la famille et dans de nombreux pays, les femmes fournissent jusqu'à 90 % de l'approvisionnement alimentaire en milieu rural.

82. Les statistiques disponibles révèlent qu'au Lesotho, au Malawi et en Ethiopie, les femmes constituent environ 50 % de la force de travail dans l'agriculture et que le pourcentage de femmes engagées dans l'agriculture de subsistance est beaucoup plus élevé que celui des hommes au Botswana et en République-Unie de Tanzanie. A Madagascar, les femmes forment 45 % de la population active dans le secteur agricole et aux Comores, plus de 53 % des femmes actives travaillent dans l'agriculture.

83. Dans un certain nombre de pays de la sous-région, particulièrement au Lesotho, au Swaziland, au Mozambique, la migration des hommes vers les villes ou les mines de l'Afrique du Sud, en quête d'emplois salariés et plus rémunérateurs que l'agriculture, a accru la responsabilité des femmes et des enfants laissés sur place. Par conséquent, toutes les activités agricoles sont dirigées par les femmes et exécutées en grande partie par elles.

84. Dans les pays membres de la SADCC (Conférence de coordination et de développement de l'Afrique australe), le nombre de ménages dirigés par des femmes est évalué de 25 à 45 % des ménages. Au Zimbabwe, par exemple, des enquêtes réalisées au niveau de certains districts (Mangwende, Chiwi, Rushinga), ont révélé que le pourcentage de ménages dirigés par des femmes varie de 37 à 48 %. Ce pourcentage est de 28,4 au Malawi, 60-70 au Lesotho.

Au Kenya, il a été estimé que 27 % des petites exploitations agricoles sont gérées par les femmes qui sont également chefs de ménages et que 47 % sont dirigées par les femmes en l'absence de leurs maris.

85. Il apparaît très clairement de ce qui précède que la femme africaine joue actuellement un rôle crucial dans la production et la commercialisation de l'agriculture de consommation.

B. Division sexuelle du travail

86. Les responsabilités de chaque membre du ménage en matière de production, transformation des aliments et commercialisation varient considérablement selon les cultures, les groupes socio-économiques et aussi en fonction des systèmes de culture. Les différentes tâches que les hommes et les femmes exécutent sont réparties non seulement en fonction des exigences des cultures mais aussi selon les règles de la société. D'autre part le développement de nombreux systèmes de culture en Afrique pour répondre à certaines exigences économiques a plus ou moins résulté à une sorte de classification des cultures. Certaines sont devenues cultures de "rente", généralement monopolisées par les hommes et d'autres, dites "vivrières" considérées en principe comme la responsabilité des femmes.

87. Par la nature de leurs responsabilités au niveau du ménage (travaux domestiques, soin des enfants, etc.), les femmes sont en principe déjà surchargées de travail et il ne leur reste plus beaucoup de temps à consacrer à d'autres activités hors du ménage. Et comme il est généralement admis que nourrir la famille incombe avant tout aux femmes, elles ont tendance à se consacrer à la culture des produits qui puissent leur garantir une source énergétique suffisante et régulière (maïs et manioc au détriment de l'igname qui demande plus de travail). En plus, certains travaux agricoles, indispensables, tels les désherbages sont désormais rigoureusement considérés comme l'affaire des femmes.

88. Il est évident que la répartition du travail en milieu rural est loin d'être la même partout. Néanmoins, à partir de quelques études menées dans certains pays et aussi par des observations sur le terrain, on note une certaine similitude dans les types d'activités exécutées par les femmes et les hommes. C'est ainsi que le désherbage, la récolte, le décorticage, le stockage et la préparation des aliments sont des activités essentiellement féminines tandis que les travaux des sols (défrichement, labour) sont des tâches qui incombent généralement aux hommes. Il va donc sans dire qu'il y a une certaine complémentarité dans les différentes tâches.

89. A Madagascar, comme dans d'autres pays, la femme intervient aussi bien dans les cultures "vivrières" (céréales, principalement le riz, tubercules, légumineuses, fruits et légumes) que dans les cultures d'exportation et industrielles et aussi le petit élevage. Par exemple, dans la riziculture irriguée les hommes effectuent la plupart des travaux relatifs à la préparation des sols et entretiennent les canaux, tandis que les femmes sont responsables du repiquage, du séchage et de l'épandage des engrais. L'homme et, dans une moindre mesure, la femme, effectue la moisson avec la faucille tandis

que c'est la femme qui rassemble et met le riz en gerbe. Homme et femme, ensuite, se mettent ensemble pour le battage tandis que seule la femme effectue le séchage, le stockage, le vannage et le pilonnage.

90. En Ethiopie, les femmes travaillent à la fois sur les grandes fermes d'Etat et sur les exploitations familiales. Dans la plupart des fermes d'Etat on trouve les femmes engagées dans les mêmes activités que celles effectuées par les hommes, à savoir : désherbage (céréales, légumineuses, autres cultures), récolte et battage. Sur les exploitations familiales et industrielles, les femmes jouent un rôle important dans la production maraîchère.

91. Egalement, aux Comores, bien que la femme n'apparaisse pas dans les études quantitatives (statistiques) et qu'elle ne soit pas impliquée dans l'élaboration et l'exécution des projets de développement, elle a un apport incontestable dans le développement socio-économique du pays. Responsable de toutes les cultures vivrières et maraîchères, la femme joue aussi un rôle important dans les cultures de "rente" ou d'exportation (entretien et fécondation de la vanille, cueillette d'ylang-ylang, jasmin, etc.).

92. Quant aux racines et tubercules, les femmes participent fréquemment aux travaux les plus pénibles de culture mais sont principalement chargées des opérations de traitement.

93. En Afrique occidentale, les femmes arrachent le manioc et le traitent en vue de la préparation du gari, sorte de farine légèrement fermentée et très recherchée. Les racines de manioc sont transportées dans des Calebasses sur la tête des femmes et des enfants, ce qui est un processus plutôt lent.

C. Les femmes et la prise de décision

94. Nonobstant leur importante contribution dans le développement du secteur agricole et alimentaire, très peu de femmes sont impliquées dans les prises de décisions tant au niveau de la planification du développement, qu'à celui de leurs propres communautés et encore moins au niveau de leurs ménages. Mais les données et informations sur ce sujet sont rares et disparates et ne reflètent pas toujours la réalité.

95. A Maurice, l'accès des femmes aux postes de responsabilité dans la fonction publique est encore assez limité. Deux femmes seulement actuellement ont rang de Secrétaire permanent adjoint, l'une étant au Ministère de l'agriculture et l'autre au Ministère du travail, des relations industrielles, des droits de la femme et du bien-être de la famille. Et dans les services techniques de l'agriculture, l'échelon le plus élevé occupé par une femme n'est qu'en quatrième position dans la hiérarchie.

96. S'agissant du choix des cultures à faire au niveau des exploitations agricoles, il se décide généralement en fonction d'autres facteurs, tels que les conditions climatologiques et écologiques, de la disponibilité en main-d'oeuvre ou encore de la conjoncture des marchés. Les préférences en matière de goût et la possibilité d'usages autres que vivriers influent

également sur les choix des cultures à pratiquer. C'est ainsi par exemple que le sorgho et le mil préférés pour la brasserie, intéressent généralement les femmes pour la simple raison que la fabrication et la vente de la bière en milieu rural sont habituellement l'affaire des femmes.

97. Les résultats d'une étude menée au Zimbabwe ont révélé que contrairement à ce qu'on pensait généralement, ce ne sont pas les hommes qui prennent les décisions en matière d'agriculture, lorsqu'ils ne participent pas directement aux travaux agricoles, sauf pour les grandes décisions touchant les investissements. Par contre, au Swaziland et au Lesotho, deux pays dont l'économie essentiellement rurale est très touchée par l'émigration masculine et où les femmes exécutent la plupart des travaux agricoles, des études récentes ont montré que les femmes, chefs de famille de facto, craindraient d'innover en l'absence d'un mari qui risque de désapprouver les initiatives de son épouse, que l'innovation réussisse ou non.

98. En Zambie, il ressort d'une étude dans les provinces du Nord, du Centre et du Sud que dans 47 % des cas, le mari et la femme décident ensemble de la proportion de récolte à réserver pour les besoins de la famille pour toute l'année et de celle à destiner pour la vente. Dans 32 % des familles, c'est le mari qui prend les décisions et dans 12 % c'est la femme. S'agissant des prêts, dans 86 % des cas, ils se font par le mari et au nom du mari.

99. Une étude de l'Organisation internationale du Travail sur l'emploi des femmes à Madagascar a révélé que dans la majorité des cas, les activités agricoles sont décidées par des hommes et non par les femmes et que même s'il existe un certain partage des activités au sein des exploitations et des ventes des productions, le pouvoir appartient pratiquement à l'homme.

D. Les facteurs limitants la contribution des femmes
dans le secteur agricole et alimentaire

100. Le travail des femmes dans le milieu rural s'insère généralement dans un contexte difficile et dans un environnement peu favorable qui limitent considérablement sa productivité. Au travail agricole qui en lui-même est dur physiquement, s'ajoutent des tâches domestiques dont la corvée d'eau et la corvée de bois sont les plus pénibles et qui sont réalisées exclusivement par les femmes dans la majorité des cas. Toutes ces tâches, les femmes les accomplissent dans des conditions difficiles, avec des techniques rudimentaires et en plus des problèmes auxquels sont confrontés les petits exploitants agricoles, elles doivent également faire face à d'autres difficultés qui leur sont propres.

101. Les femmes sont souvent négligées dans leur rôle traditionnel, l'approvisionnement alimentaire de la famille et même dans une certains mesure des populations urbaines. Cette négligence trouve son origine dans le passé historique des sociétés traditionnelles.

102. La conception traditionnelle du rôle de la femme considérait la procréation comme la fonction principale de la femme dans la société et le mariage constituant un cadre nécessaire et indispensable pour la femme dans

l'accomplissement de ses devoirs envers la société. Les jeunes filles, dès leur jeune âge sont plutôt orientées vers l'apprentissage de tout ce qui leur permet de préparer leur vie d'épouse et de mère.

103. En conséquence, dans un environnement où la scolarité est limitée, la priorité en matière d'éducation est accordée aux jeunes garçons. L'analphabétisme est une des contraintes majeures à une pleine participation des hommes et des femmes au développement. Bien que des efforts ont été fournis par les gouvernements des pays africains pour lutter contre l'analphabétisme, les résultats sont loin d'être satisfaisants et des problèmes demeurent dont la situation de la femme et sa participation dans le système d'éducation et de formation.

104. L'accès aux facteurs de production et aux différents inputs agricoles et services d'appui est à la base du développement agricole.

105. Dans le passé, avec le système communal traditionnel, les conditions d'accès à la terre n'étaient pas déterminées par le sexe du paysan. La pression démographique, l'appauvrissement des sols résultant d'une surexploitation ont contribué à l'augmentation des paysans sans terre. Dans la plupart des pays de la sous-région, une inéquité dans la distribution des ressources en terre et l'insuffisance des moyens pour développer les terres en friche ont aussi contribué à cet accroissement de paysans sans terre dont généralement des femmes.

106. L'introduction de concept de régime foncier avec privatisation et des droits de succession ont conduit à une marginalisation des femmes les mettant dans une situation de dépendance envers les hommes, surtout des femmes mariées dont l'accord des maris est nécessaire pour se procurer des terres. La difficulté d'accès à la terre est probablement le facteur le plus important limitant la femme d'accéder à d'autres ressources et services d'appui, notamment le crédit et la vulgarisation agricole.

107. L'accumulation de capital est un processus qui dépasse la capacité des petits agriculteurs africains; par conséquent le crédit constitue un input nécessaire pour augmenter la productivité. Les conditions inadéquates prévalent dans les institutions de crédit, les critères établis pour l'obtention des prêts comprenant en outre des garanties additionnelles d'avance de paiement, la détermination d'un taux minimum de prêt qui restreignent les possibilités d'accès au crédit du paysan.

108. Cette situation a amené les gouvernements et des groupements ou associations féminins à établir des systèmes de crédit à l'intention des petits agriculteurs et des femmes en zones rurales (le Kenya Women's Finance Trust Kenya). Ces structures de crédit sont généralement destinées au financement des activités saisonnières. Mais malgré les efforts réalisés dans de nombreux pays, l'expérience a montré que les solutions apportées ou proposées dans ce domaine n'ont pas été bénéfiques pour les femmes, tant par la pratique administrative que sur le plan financier.

109. Dans ces conditions, l'accès des femmes et leur connaissances sur les engrais, les pesticides et les semences améliorées s'en trouvent limités. Le manque de ressources financières est également un obstacle pour l'obtention d'équipements agricoles modernes.

110. La formation de la femme n'a pas beaucoup évolué depuis la période coloniale et les programmes de formation qui lui sont adressés se rapportent presque toujours à son rôle de mère et de ménagère.

111. Les programmes de développement agricole, les projets qu'on met en place dans certaines régions ne se sont guère occupés des femmes qui ne sont pas considérées comme des agents de production.

112. Les femmes continuent donc d'être marginalisées quand il s'agit d'introduire de nouvelles technologies plus performantes. Elles ont rarement bénéficié des opportunités de formation, en partie parce que les hommes eux-mêmes ne voient pas la nécessité de donner une formation aux femmes, et aussi parce que souvent elles ne disposent pas de temps à consacrer à une formation technique. En plus, les programmes de recherche ont été la plupart du temps orientés vers les cultures commerciales plutôt que vers les cultures traditionnelles telles que le manioc, le mil et le sorgho, lesquelles sont pratiquées par les femmes.

113. Dans la plupart des cas, les services de vulgarisation agricole ne sont pas offerts de façon égale aux hommes et aux femmes. Les programmes destinés aux "agriculteurs pilotes" n'excluent pas seulement les femmes mais aussi de nombreux pauvres. Cette partialité est particulièrement fâcheuse dans la sous-région où la migration masculine est très élevée. En effet, dans ces régions, les tâches qu'on considère traditionnellement comme masculines sont nécessairement accomplies par des femmes qui n'ont cependant pas accès aux services de vulgarisation.

IV. PROJETS ET PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT DU SOUS-SECTEUR DES CEREALES ET TUBERCULES DANS LA SOUS REGION

114. Au niveau national, des pays de la sous-région ont mis en place et développé une série de projets et programmes visant soit à réhabiliter l'agriculture, soit à promouvoir certaines cultures, ou encore à promouvoir les petites exploitations agricoles.

115. A Madagascar, pays traditionnellement rizicole, la réhabilitation des périmètres rizicoles dans la région du lac Alaotra (grenier à riz du Centre Est de Madagascar), contribuera à restituer l'autosuffisance en riz du pays. Egalement dans le but de réduire le niveau trop élevé de consommation de riz, une attention de plus en plus grande est accordée au rôle des autres cultures vivrières dans le système alimentaire, dont notamment le maïs et le manioc. Quant à la pomme de terre et au blé, les résultats obtenus dans le cadre d'un projet avec l'assistance de la Norvège - (FIFAMANOR) sont assez satisfaisants.

116. En République-Unie de Tanzanie, un projet tanzano-iranien portant sur 13 000 hectares de terres fertiles au Sud-Est de la capitale a été conçu pour le développement de la culture du riz et du maïs. Des prêts seront mis à la disposition des petits agriculteurs tanzaniens pour les encourager à participer au projet. Un projet de culture mécanisée du riz a également été mis en place à Zanzibar. Toujours en République-Unie de Tanzanie, une aide canadienne à la riziculture irriguée permettra de développer des petites exploitations de riziculture dans la région de Mbeya avec l'objectif de tripler la production. L'introduction de différents paquets de techniques améliorées dans le cadre du projet national maïs, initié en 1975/1976 avec l'assistance de la Banque mondiale après les sécheresses de 1973 et 1974, est aussi un des moyens d'encourager la production de maïs.

117. En Somalie, un vaste programme de cultures pluviales, semi-mécanisées (semi-mechanized rainfed production), qui permettra de réduire significativement la variabilité de la pluviométrie a pour objectif d'augmenter à la fois la production de céréales et d'autres cultures ainsi que les revenus des petits agriculteurs.

118. En Zambie, un projet de développement de petites exploitations agricoles dans la province de Copperbelt aura pour but d'accroître les rendements et la production grâce à l'introduction de procédés techniques améliorés, adaptés à l'agriculture non irriguée. Outre les aspects techniques de la production, le projet vise également à améliorer les conditions de crédit, la commercialisation et les services sociaux. Afin de réduire la dépendance sur les maïs comme aliment de base, le Gouvernement zambien a pris des mesures pour encourager la culture du sorgho et du mil dans les zones considérées marginales pour le maïs.

119. Concernant le blé, pratiqué presque exclusivement en culture d'hiver sans irrigation par les agriculteurs commerciaux, le Zimbabwe est en train de développer ses propres variétés améliorées (naines et semi-naines) et des recherches en vue de maintenir la résistance à la rouille sont en cours. Et au Malawi, un programme d'irrigation a été mis en place dans le but d'atteindre l'autosuffisance en blé.

120. Le cas de Maurice est différent des autres pays de la sous-région en ce sens que presque la totalité de la consommation de blé, produits dérivés, ainsi que du riz est importée. L'agriculture mauricienne est caractérisée par la prédominance de la canne à sucre qui reste la culture donnant le meilleur revenu par arpent de terre cultivée. Conscient de la précarité de l'économie du pays à cause de sa dépendance trop forte sur l'extérieur pour nourrir sa population, le gouvernement mauricien a mis en place un programme de diversification agricole qui devait permettre au pays d'atteindre à moyen terme l'autosuffisance dans certains produits agricoles. En raison du manque de terre, la diversification se fait en grande partie par le biais des cultures en association, en interligne dans les plantations de canne à sucre et au moyen des rotations culturales (maïs, pomme de terre, légumineuses).

121. Sur le plan sous-régional, certains domaines, notamment la sécurité alimentaire, la recherche agricole, l'intégration de la femme au développement, ont donné lieu à des développements plus ou moins importants.

122. Au niveau de la SADCC, il a été mis en place des projets et des programmes régionaux engageant soit tous les pays membres (par exemple le Système d'alerte rapide, la recherche pour le mil et le sorgho), soit seulement certains d'entre eux. Il faut noter également l'intérêt des projets nationaux ayant un impact régional, comme le développement et/ou renforcement des structures de production de semences certifiées ou le renforcement des institutions nationales de recherche.

123. La responsabilité de la coordination de ces projets et programmes incombe à différents pays membres : la sécurité alimentaire et la lutte contre la sécheresse au Zimbabwe, la recherche agricole au Botswana, les pêches ainsi que la faune sauvage et les forêts au Malawi, la conservation des sols et des eaux au Lesotho. La coordination générale du programme agriculture et alimentation de la SADCC repose sur le Zimbabwe.

124. Quant à la ZEP, elle vise à l'harmonisation des politiques et programmes touchant à la production alimentaire et agricole, à la coopération en matière de commercialisation et stabilisation des prix des produits agricoles, et à la création d'un centre de recherche en matière d'exportation.

125. Afin de réaliser ces objectifs, le Conseil des ministres de la ZEP a adopté en 1983 un plan détaillé de spécialisation, coopération et complémentarité entre les pays membres dans le domaine du développement agricole.

126. Au niveau des pays insulaires de l'océan Indien, à savoir Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles, le Comité de coordination agricole (COCOLAG) qui intervenait essentiellement pour la canne à sucre a étendu son domaine d'action à d'autres cultures.

127. Concernant l'intégration des femmes dans le développement agricole, il est à noter la tenue de conférences sous-régionales au niveau de la SADCC d'une part et de la Commission de l'océan Indien d'autre part :

- La Conférence sous-régionale sur les implications politiques sur les rôles des femmes dans le développement de l'agriculture pour les pays membres de la SADCC, organisée sur l'initiative de la Zambie et avec l'assistance financière de la NORAD (Agence norvégienne pour le développement) et qui s'est tenue à Lusaka (Zambie) du 6 au 10 octobre 1986;
- La Conférence régionale sur le rôle de la femme dans les économies insulaires, organisée à Maurice du 14 au 18 juillet 1986 sous l'égide de la Commission de l'océan Indien, à savoir Comores, Madagascar, Maurice incluant Rodrigues, la Réunion et les Seychelles.

128. Les objectifs de ces conférences étaient principalement de créer des liens entre les pays et permettre des échanges d'expériences et d'idées afin de formuler des projets et des programmes d'intérêt commun qui devraient contribuer à améliorer le rôle de la femme dans le développement socio-économique de la région.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

129. Le besoin de produire assez de denrées alimentaires pour nourrir leurs populations augmente à un rythme alarmant de 2,9 % par an, un impératif pour de nombreux pays de la sous-région.

130. Dans les années 70, la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe dans son ensemble était autosuffisante à 95 % en denrées alimentaires de base. La production a commencé à baisser vers le milieu des années 70 et cette baisse s'est accentuée durant la période 1970-1980 quand les importations alimentaires totales de la sous-région étaient évaluées à environ 8 milliards de dollars américains dont 50 % constituées de céréales. A la suite des sécheresses sévères qui ont affecté la sous-région depuis 1980, la situation alimentaire de nombreux pays s'est considérablement détériorée, nécessitant ainsi une aide extérieure de plus en plus importante.

131. Devant les dangers que constitue l'aide alimentaire sous quelque forme qu'elle soit pour les pays qui continuent à souffrir de grandes pénuries alimentaires, il importe plus que jamais de déployer tous les efforts nécessaires pour améliorer leur capacité de production vivrière. En effet, une telle aide, que ce soit par l'octroi ou la vente de produits agricoles à des prix dérisoires, serait néfaste pour les pays non seulement parce qu'elle entraînerait une chute des prix des denrées agricoles mais par voie de conséquence, découragerait les producteurs locaux. En outre, elle pourrait à la longue créer une dangereuse mentalité d'assistés.

132. Il semble toutefois que grâce à de multiples efforts déployés dans le domaine de l'agriculture, la situation alimentaire dans la sous-région, encore loin d'être brillante certes, continue de s'améliorer et un certain optimisme se fait sentir au niveau des responsables nationaux malgré la menace permanente de la sécheresse et d'autres calamités naturelles.

133. Ces résultats constituent cependant un grand défi car il reste encore beaucoup à faire afin que la sous-région puisse sortir de la crise alimentaire actuelle et arriver à une certaine stabilité plus ou moins viable.

134. Compte tenu des différents paramètres dont dépend l'économie mondiale à long terme, et de la finalité du problème de l'alimentation qui n'est autre que le problème de sécurité, il est plus que jamais nécessaire aux pays de la sous-région de réorienter leur stratégie de développement économique. Cette nouvelle orientation devrait être basée sur l'agriculture et le développement rural, et les acteurs ne peuvent être autres que les petits paysans (y compris les femmes).

135. L'amélioration de la situation alimentaire nécessite d'abord une augmentation de la production vivrière, au plan national et régional, ce qui implique la mise au point de stratégies alimentaires nationales dont la mise en oeuvre serait facilitée par une coopération régionale. La sous-région dispose de vastes potentialités qu'il serait important d'exploiter de façon cohérente pour atteindre les objectifs d'autosuffisance, aussi bien nationale que régionale.

136. Cependant, isolément prises, les économies nationales de ces pays sont fragiles. Il devient donc crucial de promouvoir la coopération économique sous-régionale dans le domaine des cultures vivrières, principalement les céréales et les tubercules. En plus de leur action comme groupe de pression dans les relations internationales, ce regroupement sous-régional peut hautement contribuer à l'autosuffisance alimentaire de la sous-région.

137. Par conséquent il est essentiel, en priorité, d'aborder les problèmes au niveau national.

138. En premier lieu, les stratégies de développement agricole devraient être revues pour tenir compte du rôle des femmes dans la production rurale et dans la distribution, afin d'améliorer leurs conditions de vie et de travail et en même temps d'augmenter leur productivité.

139. L'autosuffisance alimentaire de la sous-région nécessite un marché organisé pouvant sélectionner un nombre de produits alimentaires prioritaires disponibles conformément à un plan de production qui tienne compte des diversités géographiques du pays. Une telle stratégie a trois avantages :

- a) Elle peut créer des emplois et réduire l'exode rural;
- b) Elle peut promouvoir l'expansion du marché des produits localement manufacturés;
- c) Elle peut améliorer la marge de manoeuvre des pays concernés dans leurs relations extérieures car l'exportation des produits primaires comme mode d'accumulation du capital n'est plus viable. Cependant toute stratégie dans cette direction ne réussira que si elle donne à la femme la place importante qu'elle mérite.

140. La non-considération des femmes dans les politiques et stratégies de développement était en partie attribuée au fait que le travail qu'elles effectuent sur les exploitations familiales était classé dans la catégorie "activité domestique" et par conséquent considéré comme ne présentant pas d'intérêt économique pour le développement national.

141. Il importe donc avant tout de rendre visible cette contribution de la femme dans l'agriculture, ce qui nécessite une révision des notions et des hypothèses utilisées actuellement pour la collecte et l'analyse des données en particulier concernant l'emploi en milieu rural.

142. La technologie à elle seule ne suffit pas à garantir aux femmes la place qui devrait leur revenir dans la solution de la crise alimentaire. Il est souvent nécessaire de les motiver suffisamment. En effet, les attitudes négatives des femmes vis-à-vis des innovations s'expliquent en grande partie par l'absence de motivations.

143. La pleine utilisation de la main-d'oeuvre féminine, qui constitue un potentiel important dans la force de travail dans les zones rurales requiert

une mobilité et une disponibilité beaucoup plus souples des femmes. Par conséquent, l'atténuation des tâches domestiques des femmes est fondamentale pour leur permettre de se consacrer plus aux activités économiques.

144. Le développement de nouveaux projets devrait inclure des rôles pour les femmes qui soient compatibles avec leurs responsabilités de ménagères et de mères. Il est essentiel d'analyser qui sont les véritables bénéficiaires d'un nouveau projet et qui, au contraire, souffrira de perdre son emploi ou son utilité. En outre la connaissance exacte de la division du travail par sexe en milieu rural permet d'orienter les ressources vers les groupes cibles appropriés.

145. Les efforts nécessaires devraient être déployés en vue d'encourager la formation d'associations ou de groupements féminins qui serviront de cadre, facilitant l'accès des femmes aux facteurs de production, notamment le crédit et la commercialisation.

146. Dans la plupart des cas, ce sont les hommes eux-mêmes qui constituent un frein à la promotion des femmes au développement. Et comme les femmes ne vivent pas isolées et dépendent socialement des hommes, il faudrait accentuer la complémentarité des rôles des deux sexes au lieu de compenser la discrimination dont les femmes ont souffert dans le passé en créant pour elles des programmes ou des projets à part. D'ailleurs, à ce propos, on ne saurait trop insister sur la nécessité de ne pas dissocier les femmes de la politique globale de développement et de multiplier les efforts pour créer des mesures d'incitation pour qu'elles adhèrent aux groupements et associations mixtes.

147. Au niveau sous-régional, comme il a été souligné dans l'introduction de ce rapport, le concept de la coopération entre pays africains n'est pas nouveau. En dépit des disparités entre les pays dont les priorités nationales en matière d'agriculture et d'alimentation sont forcément différentes, la coopération technique et économique constituerait sans aucun doute une base fondamentale pour une plate-forme politique et économique pour les pays de la sous-région dans le secteur agricole. Elle pourrait se réaliser entre deux ou plusieurs pays ou à l'échelon sous-régional ou encore interrégionale, et le rôle des Nations Unies dans ce domaine serait catalytique.

148. La coopération régionale devrait devenir partie intégrante des politiques et programmes de développement national des pays en développement. Il devrait y avoir une complémentarité entre les stratégies pour la coopération régionale et celles pour le développement national de sorte que les projets et programmes de coopération puissent être le résultat d'une évaluation des priorités et des besoins nationaux.

149. Les contraintes impliquées par une coopération régionale sont nombreuses et malgré les efforts déployés par les pays à coopérer, les possibilités de coopération entre les pays sont loin d'être exploitées.

150. La coopération technique entre les pays en développement offre beaucoup de possibilités pour les femmes de la sous-région dont les problèmes présentent

beaucoup de similitude. De vastes possibilités de coopération entre les pays existent dans le domaine de la mise au point ainsi que de l'exécution des programmes découlant des différentes résolutions internationales sur l'intégration de la femme au développement. Les pays ont maintenant acquis une masse importante d'expériences sur les problèmes relatifs aux femmes dans le développement national. La coopération technique entre pays en développement (CTPD) offre la possibilité de mettre en commun l'expérience acquise et de collaborer pour trouver des solutions les meilleures aux problèmes qu'ils partagent.

Tableau 5 : Régime de complémentarité alimentaire dans la Zone d'échanges préférentiels (ZEP)

Moyenne 1979-1981

ZEP	Elé	Riz	Maïs	Mil et Sorgho	Manioc
1. Angola	Déficit	Déficit	Déficit	Déficit	Excédent
2. Botswana	Déficit	Déficit	Déficit	Déficit	Déficit
3. Burundi	Déficit	Excédent	Excédent	Excédent	Excédent
4. Comores	Déficit	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent
5. Djibouti	-	-	-	-	-
6. Ethiopie	Déficit	Déficit	Excédent	Excédent	Déficit
7. Kenya	Déficit	Déficit	Déficit	Excédent	Excédent
8. Lesotho	Déficit	Déficit	Déficit	Excédent	Excédent
9. Madagascar	Déficit	Excédent	Excédent	Excédent	Excédent
10. Malawi	Déficit	Excédent	Excédent	Excédent	Excédent
11. Maurice	Déficit	Déficit	Déficit	Déficit	Excédent
12. Mozambique	Déficit	Déficit	Déficit	Déficit	Déficit
13. Ouganda	Déficit	Déficit	Excédent	Excédent	Excédent
14. Rwanda	Déficit	Déficit	Excédent	Excédent	Excédent
15. Seychelles	Déficit	Déficit	Déficit	Déficit	Excédent
16. Somalie	Déficit	Déficit	Déficit	Déficit	Excédent
17. Swaziland	Excédent	Excédent	Déficit	Excédent	Déficit
18. Tanzanie	Déficit	Excédent	Excédent	Excédent	Excédent
19. Zambie	Déficit	Déficit	Déficit	Déficit	Excédent
20. Zimbabwe	Excédent	Déficit	Excédent	Déficit	Déficit

Source : Conseil mondial de l'alimentation - Colloque sur la coopération régionale et les stratégies alimentaires en Afrique - Dakar, Sénégal, 1986. Document 3 - Plan général de coopération entre pays subsahariens dans le domaine des objectifs alimentaires.

Les pays dont le quotient d'autosuffisance est supérieur à 1 pour un élément de base donné sont classés comme excédentaires; ceux dont le même quotient est inférieur à 1 sont classés comme déficitaires.

151. Sur ces considérations, les secteurs suivants sont suggérés comme étant susceptibles de faire l'objet de coopération future entre les pays de la sous-région.

a) Complémentarité en matière de production alimentaire

152. La majorité des pays de la sous-région disposent d'au moins un des produits de consommation de base. D'après le tableau 3, il ressort que les excédents d'une denrée donnée de grande consommation, (riz, maïs notamment) co-incident avec des déficits dans d'autres pays.

153. Les pays qui ont un potentiel excédentaire de production d'une denrée déterminée pourraient couvrir les besoins en importations des pays déficitaires sous des arrangements CEPD ou par le biais de transactions triangulaires ou encore des commerces de troc.

b) Spécialisation de production

154. Les pays pourraient bénéficier pleinement de l'exploitation des ressources potentielles telles que le climat, l'abondance en eau et la fertilité des sols dans certains pays. Par exemple, Madagascar ayant une vocation exportatrice de riz, pourrait jouer un rôle important dans l'approvisionnement sous-régional du riz. Il en est de même pour le Zimbabwe et le Kenya concernant le maïs.

c) Recherche agricole

155. La coordination de la recherche agricole entre les pays est absolument nécessaire pour établir les bases d'une coopération future. Les échanges entre les chercheurs devraient se faire sur une base permanente et l'utilisation des résultats des recherches par les pays de la sous-région devrait être facilitée.

156. Les programmes de la recherche pourraient porter sur les thèmes suivants :

a) Amélioration génétique (par exemple, développement de variétés tolérantes à la sécheresse pour les zones à pluviométrie marginale);

b) Pertes avant et après récoltes surtout pour les tubercules;

c) La conservation des sols et l'irrigation.

d) Echanges d'information

157. La mise en place de dispositions d'échange d'informations et données notamment sur la conservation et la transformation des produits agricoles au niveau sous-régional et régional est vivement recommandée.

158. En outre, les pays devraient prendre avantage des résultats des recherches obtenus par des institutions ou centres internationaux tels que le CIP (Centre international de la pomme de terre, Lima, Pérou), le CIMMYT (Centre international d'amélioration du maïs et du blé, Mexico), le WARDA (Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest, Monrovia, Libéria), l'IRRI (Centre international de recherche sur le riz, Manille, Philippines), l'ICARDA (Centre international de recherche agricole dans les zones arides, Beirut, Liban) et autres;

e) Création d'industries ou amélioration de celles existant déjà pour la production d'inputs agricoles (engrais, pesticides, semences améliorées);

f) Constitution de réserves alimentaires régionales pour répondre à des situations de crise et maintenir la sécurité alimentaire au niveau tant national que sous-régional lors des situations d'urgence.

159. Toutefois pour que l'exécution de ces recommandations puisse être menée dans un cadre sous-régional viable il est nécessaire qu'une étude d'évaluation des performances des mécanismes de coopération déjà existant dans la sous-région, à savoir la ZEP, la SADCC et la Commission de l'océan Indien, soit entreprise. L'accent devra être mis sur les obstacles et problèmes ayant entravé ou limité les tentatives de coopération entre les pays.

160. Des études de pré faisabilité sur la coopération sous-régionale en matière de production de denrées alimentaires, notamment céréales et tubercules, devraient suivre l'étude d'évaluation.

Bibliographie

1. African Regional Centre for Technology (ARCT), Roots and tubers production, storage, processing and marketing, 1982.
2. UNECA, Small Farms Systems in Eastern and Southern Africa. Constraints inhibiting effective agricultural support services and institutions for small farmers, ECA, JEPAD/APISS/87/16, 1987.
3. E.R. Terry, E.V. Doku, O.B. Arene et N.M. Mahungu, Plantes - racines tropicales : culture et emploi en Afrique, 1983.
4. UNECA/IITA, Feasibility Study for Establishing a Subregional Maize Research Center for Eastern and Southern Africa, October 1983.
5. FAO, Southern African Development Co-ordination Conference, SADCC Agriculture: toward 2000, Rome, 1984.
6. Maria Maas, Women's groups in Kiambu, Kenya. It's always a good thing to have land. Research Reports no. 26, 1986, African Studies Center, Leiden, the Netherlands.
7. Winifred Weeks. Vagliami. L'intégration des femmes dans les projets de développement, Centre de développement de l'organisation de coopérative et développement économiques, 1986.
8. Nations Unies, Etudes des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986, E/ECA/CM.13, 1987.
9. Republic of Zambia, The policy implications of the roles of women in agriculture in Zambia, in collaboration with the National Commission for Development and Planning and Ministry of Agriculture and Water Development, by Constantine Safilios-Rothschild. Planning Division, Special Study no. 20, November 1985.
10. République malgache, Ministère de la production agricole et de la réforme agraire, Recensement, 1987.
11. Mauritius, Ministry of Economic Planning and Development, Central Statistical Office, Annual Digest of Agricultural Statistics, 1986.
12. FAO, Proposition tendant à la création d'un réseau sous-régional de recherche sur le maïs pour l'Afrique orientale et australe, Rome, décembre 1984.
13. Southern African Development Co-ordination Conference, Report on Subregional Conference on Policy Implications on Women in Agricultural Development for SADCC Member States, Lusaka, Zambia, 6 to 10 October 1986.
14. United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women, "Toward Strategies for Strengthening the Position of Women in Food Production: an Overview and Proposals on Africa", Study prepared by Dr. Ochola Pala Okeyo, May 1985.

15. United Nations, Department of International Economic and Social Affairs, World Survey on the Role of Women in Development, New York, 1986.

16. Government of Socialist Ethiopia/UNICEF/WHO, Household Food Securities and Ways of Improving Women's Access to and Control of Resources, 1986.

17. Mabel C. Nilimo, in African Development. Women, Population and Food in Africa: The Zambian Case.

18. Bonnie B. Keller and Elisabeth C. Phiri, The Contribution of Women Farmers: Implications for Agricultural Extension Training, 1986.

19. Uma Tele. The design of Rural Development, lessons from Africa; a World Bank research publication, 1975.

20. Alice Armstrong and Welshman Ncube, Women in Law in Southern Africa, 1987.

21. An Annotated Bibliography of Research on Zambian Women, Zambia Association for Research and Development, 1985.

22. FAO, Les femmes dans la production agricole. Une sélection de documents. Les femmes et la production de céréales secondaires en Afrique, par Diana Callear, 1985.

23. FAO, Les femmes dans la production agricole. Une sélection de documents. Rôle des femmes dans la culture de racines et de tubercules, par Franklin W. Martin.

24. OIT, Programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique, (L'emploi des femmes à Madagascar), Addis-Abeba, 1985.

25. Afrique Agriculture, Mensuel d'informations agricoles.

26. FAO, Food and Nutrition, Traditional Food Plants, vol. 12, no.1, 1986.

27. International Labour Office, Geneva, Women's work in Third World Agriculture, by Ruth Discon-Mueller, Women, Work and Development, 9, 1985.

28. UNESCO, Women in rural production systems: problems and policies, by Denis Kandiyoti. Women in a world perspective, 1985.

29. FAO, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1985.

30. FAO, L'aide alimentaire en chiffres, 1986.

31. Conseil mondial de l'alimentation, Colloque sur la coopération régionale et les stratégies alimentaires en Afrique - Document 3. Plan général de coopération entre pays subsahariens dans le domaine des objectifs alimentaires, décembre 1985.

32. Conseil mondial de l'alimentation, Colloque sur la coopération régionale et les stratégies alimentaires en Afrique. Discussion Document 2, Coopération économique en Afrique entre les pays subsahariens, décembre 1985.